



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7, rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SN AUVERGNE AERONAUTIQUE

1 RUE TOURIA CHAOUI
63510 Aulnat

Références : 20260106_RAP_63-0005_InspectionPostIncendie_SNAuvergenAeronautique
Code AIOT : 0005601796

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2026 dans l'établissement SN AUVERGNE AERONAUTIQUE implanté 1 RUE TOURIA CHAOUI 63510 Aulnat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection suite à l'incendie du 1er janvier 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SN AUVERGNE AERONAUTIQUE
- 1 RUE TOURIA CHAOUI 63510 Aulnat
- Code AIOT : 0005601796
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer et à réparer des pièces d'aérostructures, à assembler des sous-ensembles d'aérostructures et à effectuer des traitements des surfaces de pièces élémentaires. Le site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/09/2011. Aujourd'hui, les activités de traitement de surface des pièces (2 lignes de décapage inox/titane et une ligne de traitement aluminium au chrome VI) relèvent du régime de l'enregistrement compte tenu de l'évolution de la nomenclature des ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Télédéclaration d'un incident ou d'un accident dans une ICPE	Code de l'environnement du 07/01/2026, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
3	Mise en place de mesures d'urgence	Code de l'environnement du 07/01/2026, article L512-20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 07/01/2026, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

/

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Télédéclaration d'un incident ou d'un accident dans une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/01/2026, article R512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Constats : Non conforme : L'exploitant n'a pas adressé sous forme dématérialisée d'une téléprocédure, la déclaration d'accident suite à l'incendie du 1er janvier 2026 du bâtiment 2 de son site d'Aulnat. Le bâtiment sinistré, d'une surface de 1500 m ² , a été détruit à moitié. La moitié détruite en totalité concerne les activités : Contrôles Non Destructifs (ressuage et radio) et traitement de Surface. L'autre moitié est hors d'usage et concerne les activités de chaudronnerie et de soudure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la télédéclaration de l'accident sous 1 semaine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/01/2026, article R512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Accident
Prescription contrôlée : <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p> <p>NOTA :</p> <p><i>Conformément à l'article 8 du décret n° 2025-804 du 11 août 2025, ces dispositions, dans leur rédaction issue de l'article 5 du décret précité, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.</i></p>
Constats : Lors de sa visite l'inspection a pu vérifier que les accès au site sont sécurisés par une société de

gardiennage. L'exploitant a mis en place un périmètre de sécurité, tout autour de la zone sinistrée, clôturé et fermé.

L'exploitant indique le déroulé connu de l'accident :

- Vers 10h - Fumée vue par l'aéroport -> envoi des pompiers de l'aéroport sur l'incendie
- 10h03 : un détecteur incendie de l'atelier de traitement de surface fait une remontée sur l'alarme et le téléphone d'astreinte
- 10h05 : un salarié qui passe aperçoit de la fumée mais n'arrive à avoir les pompiers que vers 10h13 au téléphone
- > Intervention des pompiers de l'aéroport, puis des pompiers SDIS63. La bache de 120m3 qui a été mise en service le 22/12/2025, a été utilisée ainsi que celle déjà présente sur le site. Toutefois il y a eu un peu de perte de temps pour l'alimentation en eau à cause du gel mais cela a été compensé par les pompiers de l'aéroport qui ont des fourgons mousse grande capacité, autonomes en eau avec canon intégré.
- > Les pompiers ont isolé le regard d'eau avec une bache étanche.
- 11h30 : La vanne du bassin est fermée, il n'y a pas encore d'eau arrivée dans le bassin
- 12h00 : les pompiers ont éteint l'incendie

- 12h48 : Vérification du pH de l'eau du bassin extérieur de rétention : elle est à un pH de 7

Le local de stockage tampon des produits chimiques en fond du bâtiment 2 n'a pas été touché.

Le sol du bâtiment 2 a été nettoyé le vendredi 2/01/26 et samedi 3/01/26 car le pH était compris entre 2 et 3. Il a été traité avec des absorbants stockés dans des bacs de 600L en attente d'évacuation ce jour.

Le SDIS63 n'a pas utilisé de mousse contenant des PFAS, mais pour le moment l'exploitant n'a pas d'informations sur les mousses utilisées par les pompiers de l'aéroport.

Les 2 lignes de traitement de surface sont sous rétentions bétonnées et actuellement non vidées car l'accès est compliqué. Toutefois l'assurance a mandaté une entreprise qui se déplacera le 6 janvier pour essayer de pomper les produits chimiques le plus rapidement possible. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait de ne pas mélanger les produits lors du pompage.

Le gaz, l'électricité et l'eau ont été remis en service le samedi 3 janvier pour l'ensemble du site hors bâtiment 2.

L'inspection a constaté également la présence de 2 réservoirs de 11000 litres environ d'Azote liquide et d'Argon liquide. La pression recommandée est de 28 bars pour les 2 réservoirs. Pour l'Azote liquide l'inspection a relevé que la pression s'élevait à 33 bars avec un remplissage de 25% et pour l'Argon liquide la pression s'élevait à 31 bars avec un remplissage de 50%. L'exploitant indique qu'il n'est pas propriétaire de ces réservoirs et qu'il pense que ces derniers n'ont pas été impactés par l'incendie malgré leur accollement au bâtiment 2. L'IIC demande à l'exploitant de s'assurer de l'intégrité de ces réservoirs sous 1 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport d'analyse sous 1 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en place de mesures d'urgence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/01/2026, article L512-20

Thème(s) : Situation administrative, Arrêté préfectoral de Mesures d'Urgence

Prescription contrôlée :

En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.

Constats :

L'inspection des installations classées a proposé un arrêté préfectoral de Mesures d'urgence en date du 6 janvier 2026.

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures conservatoires ci-dessous :

3.1 - Mise en sécurité du site :

L'exploitant procède sans délai à la mise en sécurité immédiate du site. Tant que les dispositifs de protection et de surveillance du site ne sont pas rétablis dans leur état initial, l'exploitant assure une présence physique permanente sur site en complément des dispositifs qui demeurent opérationnels (surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès... signalisée de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels,...). En particulier, les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence

3.2 - Vérification de l'intégrité des deux réservoirs fixes d'Azote et d'Argon sous pression accolés au bâtiment 2 :

L'exploitant vérifie sous 1 mois que l'incendie n'a pas impacté l'enveloppe des réservoirs par des moyens de contrôles adaptés et que ces derniers peuvent toujours accueillir des liquides sous pression conformément à la réglementation des appareils sous pression.

Si l'exploitant ne peut pas démontrer que les réservoirs sont aptes à recevoir des liquides sous pression dans le délai imparti, l'exploitant videra les réservoirs sous 1 semaine.

3.3 - Évacuation des liquides présents dans les rétentions du bâtiment 2:

L'exploitant fait évacuer les fluides présents dans les rétentions du bâtiment 2, selon les dispositions de l'article 5. Afin d'éviter tout risque de réaction entre produits incompatibles, les fluides de rétentions différentes seront évacués séparément.

3.4 - Évacuation des stocks de produits chimiques présent dans le bâtiment 2 :

L'exploitant fait évacuer les stocks de produits chimiques présent dans le bâtiment 2 sous 2 mois.

3.5 - Réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site des différentes matrice suivantes :

L'exploitant est tenu de réaliser des prélèvements conservatoires dans l'environnement :

- air : analyse des prélèvements réalisés par les services d'incendie et de secours et confié à ATMO dans les plus brefs délais sur les paramètres suivants (Acidité totale exprimée en H, Alcalinité totale exprimées en OH, HF, Cl⁻, NO_x, COV, HAP, les PCDD/DF, poussières totales, Cr VI, Cr III, Al, Ni, Ti, fibres amiantes dans les plus brefs délais ;
- Bassin de rétention extérieur : prélèvements d'échantillon en fond de bassin avec analyse des PFAS, Cr VI, Cr III, F ;
- eaux souterraines : 3 prélèvements espacés de 15 jours à partir des 4 points de prélèvements existant (piézomètres) pour les paramètres suivants pH, Conductivité, Cr VI, Cr III, F, phosphates, bore. Le premier prélèvement doit être effectué sous 1 semaine à compter de la date de la notification de l'arrêté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent point, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées dans les délais cités ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 7 jours